



«Le MPA est prêt pour le challenge»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4146 - Mercredi 12 avril 2017 - Prix : 10 DA

Béjaïa

Le FLN suspend sa campagne après la disparition d'un candidat

Page 3

Economie, sécurité et amélioration du cadre vie

Les électeurs difficiles à convaincre

Page 2

Début de campagne sans beaucoup d'entrain

Par Mohamed Habili

L'intérêt d'une campagne électorale est double : elle permet d'une part aux candidats de se faire connaître des électeurs et de faire connaître à ces derniers leurs programmes, et c'est là bien sûr sa principale utilité, mais d'autre part d'avoir une idée de la participation le 4 mai prochain. S'il y a beaucoup de gens pour assister aux meetings, si les candidats sont écoutés et s'ils sont interpellés pour fournir des éclaircissements sur leurs propositions, cela veut dire que les Algériens ont effectivement envie de faire «entendre leurs voix», comme les y engage le slogan officiel pour ces législatives. Par contre, si les salles sont en général vides ou quasiment lors de ces meetings, si les émissions consacrées à la campagne dans les médias lourds sont peu suivies, alors la possibilité est grande, sinon certaine, que l'abstention sera particulièrement élevée, plus importante en tout cas que les fois précédentes, alors qu'elle n'était déjà pas très grande. Comme la campagne commence à peine, il convient de réserver son jugement à cet égard. D'autant qu'une campagne électorale ne démarre jamais sur les chapeaux de roues. Elle prend son temps avant d'atteindre son rythme de croisière, ce qui en général n'arrive que vers la fin, comme si trois semaines, qui a priori ne semblent pas fort longues, c'était plus qu'il n'en fallait pour que son objet soit rempli.

Suite en page 3

Achèvement hier du programme de remise de 3 000 logements

Les choses s'accélèrent pour les souscripteurs AADL1



Après de longues années d'attente ponctuées par d'interminables retards et réajustements de dossiers, les souscripteurs à l'AADL1 voient enfin leur rêve se réaliser, c'est-à-dire «posséder son propre logement». [Lire page 2](#)

Malgré le renforcement du code de la route par de nouveaux dispositifs

La mortalité routière fait toujours des ravages

Page 4

Cinéma

L'acteur algérien Cherif Azrou primé à Oujda

Page 13

Achèvement hier du programme de remise de 3 000 logements

Les choses s'accélèrent pour les souscripteurs AADL1

■ Après de longues années d'attente ponctuées par d'interminables retards et réajustements de dossiers, les souscripteurs à l'AADL1 voient enfin leur rêve se réaliser, c'est-à-dire «posséder son propre logement».

Par Meriem Benchaouia

15 ans après le lancement de cette opération, oscillant entre espoir et désespoir, les milliers de familles, souffrant de ne pas posséder un toit, vont enfin voir leur longue patience récompensée et la galère un lointain mauvais souvenir. En effet, les choses s'accélèrent pour les demandeurs ayant opté pour cette formule. L'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement a achevé, hier, dans la wilaya d'Alger, la remise des 3 000 logements. Cette opération sera suivie de trois autres portant sur la distribution de 7 000 unités fin avril, 8 000 unités fin mai et 22 000 logements en juillet à travers les différentes wilayas du pays. Un total de 40 000 nouvelles unités seront ainsi distribuées avant la fin du premier semestre 2017. Ces habitations sont réparties à raison de 911 unités au niveau du site de Semrouni, 480 à Ouled Fayet, 1 200 à Reghaia et 292 autres au niveau du site d'Ain Malha, précise la même source. L'AADL1 avait entamé, début avril, l'opération de remise des clés de logements de type location-vente au titre de l'achèvement de son programme 2001-2002. S'exprimant sur les ondes de la radio, il y a quelques jours, Mohamed Tarek Belaribi, directeur général de l'Agence, avait assuré que toutes ces opérations allaient permettre de clore «définitivement» le dossier à l'échelle nationale et de passer, par la suite, à la résolution de celui de l'AADL2. Quant aux souscripteurs de l'ADDL2, M. Belaribi avait indiqué que 38 500 souscripteurs avaient choisi les sites. A la question de savoir s'il y aura, à l'avenir, un programme AADL3, M. Belaribi a soutenu qu'il s'agit, pour l'instant, de répondre à la demande des souscripteurs ADDL1 et 2. Questionné sur l'apport des entreprises algériennes dans la réalisation des logements AADL, il a souligné que 55% des projets avaient été réalisés par des entreprises de droit algérien et que des conditions rigoureuses sur la qualité de la construction et les délais de livraison étaient imposées. Par ailleurs, soixante-deux souscripteurs ont été rayés des listes des bénéficiaires de logements de type location-vente au niveau d'Alger durant le mois d'avril courant après des opérations de contrôle du fichier national du logement, selon le ministère de l'Habitat. Les opérations de vérification effectuées du 30 mars au 2 avril ont concerné 2 591 souscripteurs du programme 2001/2002 bénéficiaires de logements AADL dans les



PH.D.R.

sites d'Ain Melha, Djenane Sfari, Ouled Fayet (plateau sud) et Al Karouche (Reghaia). Sur le site d'Ouled Fayet, le fichier national a révélé l'existence de 30 indus souscripteurs sur un total de 1 019 souscripteurs concernés par la vérification. Quinze ont déjà bénéficié de logement des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), 3 d'une aide de la Caisse nationale du logement, 2 ayant bénéficié de

logements du Fonds national de péréquation des œuvres sociales, 4 détiennent des permis de construire et 5 touchés par les mesures de régularisation dans le cadre de la loi 15/08. A Al Karouche (Reghaia), l'opération qui a englobé 1 038 souscripteurs a fait ressortir que 24 n'auraient pas droit dont 16 ayant bénéficié de logements de l'OPGI, 3 ayant perçu une aide de la Caisse nationale du loge-

ment et 5 autres retenus au titre des mesures de régularisation. Pour ce qui est du site de Djenane Sfari, le contrôle qui a concerné 489 souscripteurs a révélé 5 cas positifs. Il s'agit en l'occurrence de 2 souscripteurs ayant bénéficié de logement de l'OPGI, un autre détenant un permis de construire. Un autre souscripteur ayant touché une aide de la Caisse nationale du logement et le dernier cas ayant fait

l'objet d'un traitement par les mesures de régularisation. Selon la réglementation en vigueur, le souscripteur au programme location-vente ne doit pas posséder ou n'a possédé, ni lui ni son conjoint, un bien exclusif portant lot de terrain destiné à la construction ou un foncier à usage d'habitat et n'a pas bénéficié d'une aide financière de l'Etat pour construire ou acheter.

M. B.

Economie, sécurité et amélioration du cadre de vie

Les électeurs difficiles à convaincre

Les questions économiques, sécuritaires et l'amélioration du cadre de vie ont continué de faire l'essentiel des axes abordés par les leaders politiques en ce 3^e jour de campagne électorale pour la nouvelle législature de 2017. Trois jours après le lancement de la campagne électorale, si chefs de partis et candidats battent campagne via meetings et rencontres de proximité courtisant leur électoralat avec slogans et programmes comme armes, dans la rue nombreux sont les citoyens à passer indifférents devant les panneaux d'affichage où sont placardées quelques listes de candidats à la députation. Ceux qui s'y attardent, à la question sur leur intention de voter répondront par l'affirmative avec l'espoir que les futurs parlementaires tiendront leurs engagements de représenter réellement les citoyens en portant leurs préoccupations à qui de droit. Dans ce contexte, Abdelmalek Sellal, lors de son déplacement avant-hier à Djelfa, laissant libre arbitre aux citoyens de d'acquiescer de leur «droit» mais aussi «devoir» de vote, avertira cependant contre l'incitation à l'abstention.

Ainsi, au 3^e jour de la campagne électorale, durant son meeting animé hier à la maison de la culture Ali-Zaâmoum-Bouira, Djamel Ould Abbes, secrétaire général du FLN, clamant que c'est le seul parti défenseur de toutes les catégories de la société, dont les couches laborieuses, a fait la promesse à la population venue l'écouter de «ne

geler aucun projet susceptible d'améliorer leur cadre de vie, en plus d'affecter 6 000 logements ruraux en guise de quota supplémentaire aux 48 000 unités de même type déjà concrétisées dans la wilaya». En outre, devant une forte assistance de militants et partisans du FLN, il a réitéré l'engagement de son parti à poursuivre la défense des acquis sociaux réalisés sous la conduite du Président Bouteflika, à l'instar de la gratuité de l'enseignement et de la santé, et le soutien des produits alimentaires de base. Par ailleurs, le tête de liste FLN pour la wilaya d'Alger, Ahmed Feroukhi, a effectué plusieurs visites de proximité à travers la capitale.

De son côté, Ahmed Ouyahia, SG du RND, s'est rendu à Biskra où il a tenu un meeting populaire dans la matinée au cours duquel il a, entre autres, estimé que l'Etat est appelé, plus que jamais, à assurer un environnement propice aux investisseurs à travers la mise en place de divers mécanismes réglementaires et de gestion. De plus, afin de rompre avec la dépendance pétrolière, Ouyahia soutiendra que seul le développement de l'investissement, construit sur la base d'une stratégie globale, permettra de libérer l'économie nationale de sa dépendance aux recettes des hydrocarbures. En outre, défendant la politique de soutien social, Ouyahia soulignera la nécessité de continuer à booster l'investissement dans le

secteur agricole en vue de garantir l'autosuffisance alimentaire. Plaidant pour le principe de l'équilibre régional, il appellera à l'élaboration de programmes de soutien à l'investissement dans les zones montagneuses tout comme ceux dédiés pour les régions des Hauts-Plateaux et du sud du pays.

Après trois rencontres et une conférence de presse animées depuis le lancement de la campagne électorale, Amara Benyoune, président du MPA, a pour sa part inscrit Guelma pour animer à 9 heures son meeting au centre de loisir scientifique Salah-Boubnider. Au programme, deux axes essentiellement seront défendus : le sécuritaire et la diversification de l'économie nationale.

Par ailleurs, le ministère de l'Intérieur, dans un pas vers une meilleure communication qui lui faisait défaut jusqu'à ces échéances électorales de 2017, a rendu public l'actualisation des données publiées avant-hier, relatives au nombre de listes électorales en compétition pour les législatives du 4 mai prochain. C'est ainsi qu'à la date d'hier exactement 938 listes étaient enregistrées au département de Noureddine Bédoui qui dira que «716 listes sont sous l'égide des partis politiques, 125 sous l'égide des alliances et 97 listes indépendantes».

Linda Naili

Entretien avec Idir Benyounès, tête de liste à Alger

«Le MPA est prêt pour le challenge»

■ A son troisième jour, la campagne électorale pour les législatives du 4 mai se passe dans de bonnes conditions et s'annonce sous de bons auspices pour le Mouvement populaire algérien (MPA), estime Idir Benyounès, tête de liste de la wilaya d'Alger, rencontré, hier à Alger-Centre, lors d'un travail de proximité. Dans cet entretien, il livre le programme du MPA et les ambitions du parti pour les prochaines législatives.

Entretien réalisé par Louiza Ait Ramdane

Le Jour d'Algérie : Votre parti s'est fait remarquer et a fait une percée fulgurante en se plaçant en troisième position lors des dernières législatives. Comment se présente l'actuelle campagne pour le MPA ?

Idir Benyounès : Nous sommes au 3^e jour de la campagne électorale et cela se passe dans de bonnes conditions. Notre slogan : «Pour une démocratie apaisée» détermine la démarche du parti. Les salles sont comblées depuis le début de notre campagne. Les citoyens sont attentifs et s'intéressent au programme du parti. Nous avons entamé une série de meetings et un travail de proximité, au niveau de la capitale et à l'intérieur du pays, pour expliquer aux citoyens, durant toute la campagne, le programme du MPA. C'est une campagne sereine avec un programme très riche.

Quel est le thème principal sur lequel est menée votre campagne ?

Le programme du parti porte sur deux axes majeurs. Nous considérons que le pays est confronté à deux défis importants. Le premier est sécuritaire et le second économique. Pour le défi sécuritaire, c'est un fait puisque nous vivons dans une région déstabilisée, le Mali est instable tout comme le Niger, le voisin libyen vit dans un chaos généralisé, la Tunisie est en convalescence. En somme, la situation sécuritaire est fragile.

L'autre défi auquel l'Algérie est confrontée est majeur, d'ordre économique. Nous



Ph. E. Sorayafi, A.

êtes tête de liste d'Alger ?

Nous avons aussi des propositions pour changer la qualité de vie pour la capitale, sachant que les habitants de la capitale aiment leur ville mais y vivent mal à cause de certains manques. Pour changer les choses et rendre la capitale plus attractive, nous leur préconisons certaines mesures. Nous leur proposons de revoir le plan de circulation, de revoir l'immobilier urbain pour qu'on puisse créer des espaces de détente pour les familles, pour que le week-end ne soit pas une angoisse. Nous proposons aussi de revoir toute la politique de ramassage des ordures pour une capitale propre. Nous avons également des propositions pour relancer le tourisme et les activités culturelles avec un programme bien précis. Nous voulons aussi réhabiliter La Casbah et créer des circuits touristiques afin d'attirer plus de touristes.

Le MPA a présenté des listes dans les 47 circonscriptions et dans trois à l'étranger. Vous visez quel place à l'issue du scrutin du 4 mai ?

L'ambition du parti n'est pas démesurée. Au MPA, quand on mène une course c'est pour être le numéro Un.

Ainsi, j'invite les médias à organiser des tête-à-tête entre les différents partis politiques sur des plateaux télé ou dans des forums de journaux. Le citoyen jugera lui-même de la crédibilité de chaque parti. Le MPA est prêt pour le challenge. Le MPA est sûr de son programme, de sa crédibilité ainsi que de sa transparence.

L. A. R.

D'autres propositions pour la capitale puisque vous

disons que la crise économique va nous toucher davantage et c'est aléatoire et inévitable.

Nous disons qu'il est grand temps de prendre une décision politique courageuse pour faire face à la conjoncture économique actuelle et adopter un modèle économique libéral basé sur l'initiative dans la création d'entreprises économiques et la nécessité de diversifier l'économie nationale pour se soustraire à la dépendance des hydrocarbures.

Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut diversifier l'économie nationale et sortir le pays de la dépendance aux hydrocarbures. Mais il ne faut pas que ça reste que des slogans. Nous sommes un parti qui apporte des réponses concrètes quant à cette diversification, comment faire en matière d'investisse-

ments. Nous avons chiffré nos propositions et trouver les niches fiscales. Notre programme est étudié. Nous avons donc essentiellement axé notre campagne sur cet aspect économique car nous estimons qu'il faut un véritable redressement économique et une véritable relance économique. Je cite des exemples : le Grand Sud a bénéficié d'un rabattement sur l'énergie parce qu'il y a un pic de consommation, c'est une bonne chose. Mais nous, dans notre programme, on essaie de trouver des solutions pour tous les coins du pays. Nous pensons aux zones montagneuses et aux Hauts-Plateaux où l'agriculture de montagne doit bénéficier de mesures incitatives pour créer du travail.

Béjaïa

Le FLN suspend sa campagne après la disparition d'un candidat

Chez le FLN c'est toujours l'inquiétude. Jusqu'à hier, aucune nouvelle de leur candidat Sadi Djouder, disparu depuis 10 jours et demeurant introuvable. Le FLN a décidé de mettre en veille sa campagne électorale officielle. Au niveau du quartier général du parti, on est suspendu à la moindre nouvelle du disparu et les discussions étaient orientées sur le sujet. Sadi Djouder, secrétaire de la kasma de Tizi N'berber, relevant de la mouhafadha de Béjaïa. Rappelons que dimanche dernier, jour du lancement de la campagne électorale, des dizaines de citoyens d'Aokas et de Tizi N'berber dont les proches, la famille du disparu ont coupé la RN9 à hauteur de Tala Khaled pour exiger des autorités d'intensifier les recherches pour

retrouver. Ils ont réclamé la prise en charge de l'affaire et la vérité sur sa disparition mystérieuse. Sadi Djouder, faut-il le rappeler, n'a pas donné signe de vie depuis le 30 mars dernier. D'aucuns s'interrogeaient sur cette énigmatique disparition. Au micro de la radio locale, Lotfi, un des fils de Saïd Djouder, avait exigé qu'on face une enquête minutieuse sur cette disparition énigmatique d'un candidat. Ingénieur d'Etat, cadre de la Conservation des forêts de Béjaïa à la retraite, âgé de 66 ans, Saïd Djouder est fils de chahid, natif d'Aokas, habitant à Béjaïa-ville depuis plusieurs années. Il a été aperçu pour la dernière fois au niveau de la mouhafadha de Béjaïa, à bord de son véhicule, une Polo grise. Ainsi, hormis l'assemblée géné-

rale tenue samedi dernier au complexe Les Hammatites pour désigner le nouveau directeur de campagne en la personne d'un ancien cadre, Hamid Belhocine, les différentes structures de base du parti sont en alerte. Les cadres, les élus et les militants attendent une nouvelle qui pourrait remonter le moral des autres candidats pour se lancer dans la campagne électorale. Le Front de libération nationale de Béjaïa a décidé de surseoir à sa campagne électorale pour le moment, tant sur le plan de l'affichage que sur celui des richedres de proximité et des meetings. Par ailleurs, hier le RND a choisi les communes de Kherrata et Draâ El-Kaid. Les candidats du RND, dont la tête de liste Kamel Bouchoucha, ont discuté avec les citoyens sur leurs préoccupa-

tion et parlé du développement au niveau de la place du marché, à Béni Marai et El Barzakh au chef-lieu communal. Avant-hier, ils ont rencontré les citoyens des communes d'Ouzellaguene, Bouhamaza et Béni Maâouch. Les candidats du RCD se sont rendus à la Haute Soummam, plus particulièrement à Aït R'zine et Ighil-Ali, pour rencontrer les citoyens et faire le tour des quartiers dans une campagne de proximité afin d'expliquer le programme du parti. Pour sa part, l'ex-président de l'APW, Ferhat Hamid, est allé à la rencontre des citoyens des communes d'Adekar, Taourirt Ighil et Béni K'sila. Il s'agissait pour lui de développer les axes de son programme, notamment «le développement de la wilaya et un plan d'urgence».

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

Début de campagne sans beaucoup d'entrain

suite de la page Une

Pour preuve, on est déjà à la moitié de la première semaine, et bien peu de partis se sont hâtés de coller leurs affiches sur les panneaux installés à cet effet. Il est vrai que cette campagne est la première à se faire peut-être davantage sur les réseaux sociaux que dans le monde réel. De sorte qu'il faut peut-être se fier davantage à la Toile qu'à l'afflux aux meetings pour apprécier le taux de participation au scrutin. Or il n'y a aucune raison de penser que celui-ci sera très différent, soit en hausse soit en baisse, par rapport au taux moyen tel qu'il s'est dégagé dans les échéances passées du même genre, qui était de 45%. Au double point de vue politique et social la ressemblance est grande entre les deux années 2012 et 2017 pour autoriser à penser que l'urne accouchera pour l'essentiel des mêmes résultats. Bien qu'elles se déroulent à l'échelle locale, en l'occurrence d'une wilaya, les législatives sont d'un intérêt national. Les électeurs votent en fonction de leurs alignements politiques, non pas suivant le profil personnel des candidats. Pour des partis, non pour des listes ; pour des programmes non pour des visages. Ce n'est pas nécessairement le cas aux élections locales, où la dimension personnelle des candidats importe davantage, si elle n'est pas essentielle. Posons-nous la question : s'est-il passé entre 2012 et 2017 des événements tels que le rapport de force entre les courants et les partis politiques s'en trouve modifié ? De la réponse que l'on est porté à lui donner dépend les prévisions que l'on fait en termes de résultats par courants et partis. Un même courant peut obtenir pour l'essentiel le même nombre de voix mais qui seraient autrement réparties par rapport à 2012 entre les partis qui s'en réclament. Cela pourrait être le cas entre le FLN et le RND, d'autant plus rivaux qu'ils appartiennent à la même famille politique. Entre le FFS et le RCD. Entre les deux alliances islamistes également. Bref, avec quasiment le même taux de participation qu'en 2012, ce qui d'ailleurs semble être l'hypothèse la plus probable, on peut avoir à l'arrivée une significative redistribution des cartes. D'où l'intérêt des législatives du 4 mai et leur enjeu.

Malgré le renforcement du code de la route par de nouveaux dispositifs

La mortalité routière fait toujours des ravages

■ Permis à points en préparation pour son entrée en vigueur, ceinture de sécurité du siège arrière bientôt obligatoire, des campagnes nationales de sensibilisation qui n'en finissent pas... Malgré cela, le bilan des accidents de la route et celui du nombre de décès par an restent toujours alarmant.

Par Yacine Djadel

La route algérienne tue des milliers de personnes chaque année. La fréquence des accidents de la route, que les services de sécurité dénombrent au quotidien, dépasse largement celui de la proportion normale. Ainsi, en l'espace de quelques années seulement, l'Algérie s'est classée parmi les pays les plus meurtriers en matière d'insécurité routière. Pour preuve, durant les trois derniers jours, 10 personnes, en moyenne, ont trouvé la mort et 23 autres ont été blessées dans neuf accidents de la route survenus à travers le territoire national, selon le bilan établi par la Protection civile. Un autre bilan récent, communiqué par la même source, vient également témoigner de l'ampleur du phénomène. D'après ce dernier, 37 personnes ont trouvé la mort et 1 531 autres ont été blessées dans 1 239 accidents de la route survenus entre le 26 mars et le 1^{er} avril dans tout le pays. Même constat désappointant pour la période allant du 19 au 25 mars derniers où l'hécatombe routière n'a pas manqué de frapper aussi violemment. En l'espace d'une semaine, 60 personnes ont trouvé la mort et 1 444 autres ont été blessées dans 1



209 accidents de la circulation, au niveau national. Des dégâts extrêmement lourds en si peu de temps. A vouloir les compter, la liste se rallonge chaque jour. La sécurité routière est devenue une véritable préoccupation nationale pour les autorités. Pour peu que le fléau soit contrôlé par la tutelle, celle-ci a introduit de nouvelles mesures pour estomper cette tragédie qui endeuille, chaque année, des milliers de

familles algériennes. La nouvelle loi sur la sécurité routière, entrée en vigueur le 19 mars dernier, a introduit plusieurs mesures visant à durcir les sanctions contre les délits de la route. Basées sur un système de sanction sévère par points jusqu'au retrait total du permis, en plus des nombreuses amendes encourues par le conducteur, ces sanctions devraient normalement convaincre les citoyens à

se comporter prudemment lorsqu'ils sont sur la route. Pour certains responsables exerçant dans le domaine, une fois le permis à points mis en application, les accidents de la route diminueraient de plus de la moitié, a indiqué récemment Ahmed Aoudia, président de la Fédération nationale des auto-écoles (Fnac). Néanmoins, du côté de quelques jeunes interrogés dans la rue, adeptes du

volant pour la plupart, le regard est tout autre. Il y a en même ceux qui se moquent carrément de la nouvelle loi sur la ceinture arrière obligatoire pour bientôt. «Rares sont les gens qui respectent déjà le fait de mettre la ceinture de sécurité avant, pour tant obligatoire, alors comment voulez-vous qu'ils adoptent celle-ci ???!!!», a laissé entendre Hakim, un jeune fonctionnaire de Banque à Alger. En somme, il est clair que le facteur humain, à savoir le manque de civisme, le non-respect du code de la route, la conduite en état d'ébriété ainsi que l'excès de vitesse... etc., selon le constat de la police, s'avère être un frein majeur pour mettre fin à la tragédie routière que connaît le pays. Pour rappel, il est à noter qu'en plus des accidents dus au fait d'utiliser le téléphone au volant, ou encore une vitesse excessive, il y a aussi les accidents causés par des défaillances techniques et la vétusté des véhicules. Ainsi, en dépit de tous les efforts considérables consentis par l'Etat pour lutter contre l'insécurité routière, les routes continuent d'occasionner des pertes matérielles et en vies humaines très importantes.

Y. D.

Élevage

Le cheptel camelin en attente d'être valorisé

Des intensifs efforts sont entrepris dans la wilaya de Ouargla pour valoriser et préserver son cheptel camelin et rechercher les voies de son intégration dans la dynamique de développement économique de la région. La responsabilité de la promotion de cette richesse animale implique la contribution de tous, notamment les chameliers, l'adoption de méthodes appropriées dans la pratique de ce type d'élevage avec une dimension économique vu la rentabilité de la filière en termes de produits dérivés et d'amélioration des revenus des éleveurs. Les chameliers de la région intensifient cet élevage pour sa production de lait, pour ses bienfaits divers, la viande cameline, de plus en plus prisée, l'exploitation de son poil dans le tissage traditionnel, en plus de son attractivité touristique. Pour l'inspecteur vétérinaire El-Bouti Khemra, la mission de l'éleveur est complémentaire aux efforts de l'Etat pour la valorisation de cette activité pastorale, à travers le contrôle vétérinaire, la réalisation de points d'abreuvement et leur équipement en kits solaires et le soutien des prix de l'aliment de bétail.

Prévention continue du cheptel camelin des zoonoses

Selon le même responsable, quelque 10 000 camélidés ont été vaccinés l'année dernière dans la wilaya de Ouargla pour prévenir le cheptel de différentes zoonoses, dont certaines sont dangereuses et ravageuses, en l'absence de prise en charge vétérinaire. Menée par des vétérinaires relevant de la Direction des services agricoles (DSA), cette campagne a influé positivement sur la santé animale, en contribuant à la réduction à 2% du taux de mortalité des camélidés affectés par les maladies parasitaires. Inscrite au titre du programme ministériel pour la protection de la richesse animale, notamment cameline, dans les régions du Sud, cette campagne vise l'immunisation contre toute contagion parasitaire susceptible d'affecter le cheptel camelin estimé à près de 35 000 têtes dans la wilaya de Ouargla. Le plus gros de ce cheptel se répartit à travers les communes de Hassi-Messaoud, Taïbet, El-Hedjira, N'goussa (Oued N'sa) et Rouissat (Sahara d'El-Hadeb),

a fait savoir M. Khemra. La méthode de transhumance, connue localement sous l'appellation de «El-Hemil», du cheptel camelin en plein désert figure parmi les modes d'élevage décriés du fait de ses conséquences regrettables dues notamment aux accidents de circulation qui causent annuellement d'importantes pertes de cette richesse animale. Les efforts déployés ces dernières années se sont orientés vers la sensibilisation des 6 500 chameliers recensés à travers la wilaya sur la nécessité d'éviter la transhumance et de se tourner vers d'autres modes d'élevage, notamment l'intensif qui est plus rentable, a-t-il fait savoir.

Une vingtaine de puits réalisés et équipés en kits solaires

L'intérêt accordé par l'Etat pour la promotion et la préservation de la richesse cameline, source vivrière pour de nombreuses familles du sud du pays, s'est également traduit par la réalisation de 20 puits pastoraux et points d'abreuvement dans différentes régions et leur équipe-

ment en kits solaires, une première dans la wilaya, a révélé, de son côté, le conservateur des forêts de Ouargla. Visant l'amélioration des conditions de vie dans les zones enclavées, des populations nomades notamment, cette opération a permis la mobilisation permanente de ressources en eau sans recourir aux déplacements à la recherche de points d'eau, a expliqué Harkati Debebnia. Ce programme, a précisé le même responsable, a ciblé la wilaya déléguée de Touggourt, les communes de Rouissat, Hassi-Messaoud, N'goussa, Ouargla et la commune frontalière d'El-Borma. L'opération sera reconduite, au regard des résultats positifs enregistrés, à d'autres régions par la réalisation de 43 autres puits dans des zones enclavées et dépourvues de l'énergie électrique, a-t-il assuré.

Protéger les camélidés des bourbiers et des accidents de la route

De nombreuses associations locales d'éleveurs de camélidés saisissent, à chaque fois que l'occasion se présente, l'oppo-

tunité pour tirer l'alarme contre les risques encourus par le cheptel camelin en transhumance, des bourbiers abandonnés par les entreprises pétrolières, notamment à travers la zone pétrolière de Hassi Messaoud, en plus des accidents de circulation qui fauchent annuellement de nombreux camélidés. Le président de l'association des éleveurs de camélidés d'Ain-El-Beida (Ouargla), Mansour Belmansour, a déploré, à ce titre, la mort d'une quarantaine de 40 têtes chaque mois, des suites d'intoxication ou de chute dans ces bourbiers, d'agression par les chiens errants et d'accidents de la route. M. Belmansour a souligné, dans ce contexte, l'importance de la coordination et de la conjugaison des efforts des éleveurs et des services concernés pour la protection de la richesse animale, cameline notamment, et de trouver les voies et moyens adéquats pour la lutte contre les dangers mettant en péril ce cheptel et, ainsi, le développement de la filière et son intégration dans la dynamique de développement économique de la wilaya.

Salem K./APS

Energie

L'Algérie a intensifié l'exploration pour consolider sa position d'acteur «fiable»

■ L'Algérie a intensifié son effort d'exploration pour répondre aux besoins énergétiques du marché intérieur et, également, pour «consolider» sa position d'acteur «fiable» sur le marché international, a affirmé, hier à Bruxelles, le ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa.

Par Safia T.

«**N**ous intensifions les efforts d'exploration pour augmenter nos réserves afin non seulement de répondre aux besoins croissants de notre marché intérieur mais aussi de consolider notre position comme un acteur actif et fiable dans les marchés régionaux et internationaux», a déclaré le ministre à l'ouverture des travaux de la deuxième réunion annuelle de dialogue politique de haut niveau sur l'énergie entre l'Algérie et l'UE. M. Boutarfa, qui a co-présidé avec le Commissaire européen en charge de l'action pour le climat et de l'énergie, Miguel Arias Canete, cette réunion de dialogue politique de haut niveau, la deuxième après celle tenue en 2015, a assuré que «l'Algérie continue à investir pour satisfaire ses partenaires» et «continuera à promouvoir la coopération et être à l'écoute de ses partenaires». Plus grand producteur de gaz naturel en Afrique et 3^e fournisseur de gaz naturel de l'Europe après la Russie et la Norvège, l'Algérie vise à «maintenir la place» qu'elle détient dans le marché européen de gaz naturel, a-t-il ajouté, relevant que l'Europe est «le marché le plus important pour le gaz algérien». Le secteur algérien de l'énergie a engagé un plan de développement des ressources hydrocarbures, qui a permis pour la première fois depuis près d'une décennie d'accroître la produc-

tion en 2016, avec une forte augmentation des exportations, notamment de gaz naturel, a rappelé le ministre. «Cette croissance de la production notamment gazière va se poursuivre de manière soutenue sur le moyen terme et au-delà, avec une hausse du potentiel d'exportation de gaz naturel», a-t-il promis, faisant remarquer que cette hausse de la production vient «conforter la sécurité d'approvisionnement de l'UE en gaz naturel». Il a exprimé, à ce titre, son souhait de voir le marché renouer avec la croissance, pour «permettre d'assurer la demande et une valorisation adéquate du potentiel d'exportation de gaz algérien».

Réserves algériennes en hydrocarbures : un potentiel sous-exploité

Selon le ministre, le potentiel de l'Algérie en termes de réserves d'hydrocarbures est «important», mais reste «relativement sous-exploité». Il a précisé, à ce titre, que le pays est constitué de 1,5 million de km² de bassins sédimentaires dont les deux tiers n'ont encore été soumis à aucune des campagnes d'exploration, notamment dans le sud-ouest et le nord de l'Algérie et dans la zone off-shore d'une superficie de 100 000 km² aujourd'hui totalement inexploitées. «L'intensification des efforts d'exploration est au cœur de notre stratégie et les opportunités d'investissement sont ouvertes pour nos partenaires», a-t-il indiqué, assurant que



l'Algérie dispose «d'infrastructures de bonne qualité, des conditions d'exploitation avantageuses et des ressources humaines qualifiées». Le ministre de l'Energie a exprimé, en outre, le souhait de l'Algérie d'étendre son partenariat avec l'Europe pour créer «une zone de prospérité partagée». «Notre partenariat avec l'Europe, nous l'envisageons dans un espace qui s'étend encore plus loin que l'espace méditerranéen. Nous souhaitons l'étendre encore plus vers la rive Sud et vers l'Afrique. Cette ambition peut se concrétiser si nous saurons créer une zone de prospérité partagée», a-t-il souligné. Il a considéré, à ce titre, les énergies renouvelables comme «une opportunité» donnée à la Méditerranée et à

l'Afrique pour réduire la précarité, le chômage, les injustices sociales, économiques et technologiques entre pays. L'Algérie, a-t-il poursuivi, a même l'ambition de devenir un acteur majeur en matière de solaire photovoltaïque, appelant dans ce sens les investisseurs, industriels et énergéticiens à répondre à l'appel à investisseurs pour la réalisation d'un mégaprojet de 4 050 MW en solaire photovoltaïque. «Le projet est conditionné par la remise d'une offre de partenariat pour la réalisation d'un "Projet Industriel"», a-t-il précisé. La coopération en matière de financement est également «primordiale», a jugé M. Boutarfa, plaidant pour la nécessité de «trouver des mécanismes qui permettraient aux Etats, aux banques,

aux institutions financières et aux entreprises d'agir pour que le poids des financements et des risques soit supportable et partagé». La crise qui a ébranlé l'économie mondiale a également affecté la situation macroéconomique de l'Algérie, en particulier suite à la chute drastique des prix des hydrocarbures, a rappelé le ministre, soulignant, toutefois, que le gouvernement algérien, sous l'impulsion du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait entamé, il y a quelques années, des réformes structurelles visant à diversifier l'économie, à sortir de la dépendance vis-à-vis des revenus des hydrocarbures et à intensifier les efforts pour plus d'intégration nationale et d'industrialisation.

S. T./APS

Pétrole

La Russie continuera à coopérer avec l'Opep sur la réduction de la production

La Russie continuera à coopérer avec l'organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dans le cadre de l'accord sur la limitation de la production de pétrole, même si le niveau des prix actuels du brut reste en deçà de ses espérances, estiment des analystes cités par l'agence TASS. L'objectif était d'atteindre «une fourchette de prix entre 55 et 60 dollars le baril, mais une combinaison de facteurs n'a pas encore permis cela», a indiqué le vice-Premier ministre russe, Arkady Dvorkovich, ajoutant que l'action était néanmoins «appropriée et la situation est bien meilleure qu'elle ne l'était auparavant». «Si l'accord ne venait pas à être reconduit, pour une raison ou pour une autre, les prix du pétrole vont probablement baisser parce que nous aurons simultanément une croissance de la production aux Etats-Unis, dans

les pays de l'Opep, principalement en Arabie saoudite, et également une croissance de la production en Russie», a estimé de son côté l'expert de Raiffeisenbank, Andrei Polischuk. «Nous aurons une idée sur tout cela dans une courte période de temps, au cours du second semestre de 2017», a-t-il dit. Un non renouvellement de l'accord de réduction pourrait conduire à une chute des cours du baril de pétrole, jusqu'à 40 dollars, voire 30 dollars, selon les experts. Cependant, selon l'analyste Alexei Kalachev du groupe Finam, la Russie «essaiera simultanément de poursuivre sa coopération avec l'Opep et préserver sa part dans la production mondiale de pétrole». «Nous allons participer activement à cette démarche. Nous ne ferons pas appel et nous n'allons pas interrompre ce processus parce que nous sommes intéressés à

maintenir le prix. D'autre part, nous allons toujours recourir aux opportunités qui permettent de ne pas réduire le prix», a-t-il ajouté. Une source de l'organisation de l'Opep avait indiqué lundi à l'agence TASS que la Russie n'est «pas en train d'examiner l'option de se retirer de l'accord, et n'a pas exprimé son mécontentement des résultats de cet accord». Les efforts de l'Opep, qui s'est accordée sur une limitation de sa production au premier semestre 2017, pourraient être renouvelés jusqu'à la fin de l'année, une décision qui serait alors prise et annoncée lors de la prochaine réunion officielle de l'Opep, fin mai à Vienne.

Le Brent à plus de 55 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient légèrement hier en cours d'échanges européens mais res-

taient élevés, les investisseurs pariant sur un rééquilibrage du marché. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 55,82 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 16 cents par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai cédait 16 cents à 52,92 dollars. Les cours de l'or noir ont atteint leur plus haut niveau depuis un mois durant les échanges asiatiques, à 56,16 dollars pour le Brent et à 53,23 dollars pour le WTI. «Pour l'instant, la hausse de la demande a profité aux prix des produits raffinés. Mais le brut commence à suivre, car les capacités des raffineries mondiales vont augmenter de 5 millions de barils par jour d'ici à la fin du mois de juin, grâce à des fins de

maintenance», ont expliqué les analystes d'Uni Credit. L'accord de l'Opep, conclu en décembre 2016, vise à rééquilibrer le marché mondial, mais la hausse de la production américaine et l'activité réduite des raffineries ont pour l'instant limité les gains des prix du pétrole. «La hausse de la production de pétrole de schiste peut décourager les acheteurs de pétrole. L'American Petroleum Institute (API) publiera ses données sur les réserves américaines après la clôture européenne, ce qui donnera une idée de l'état de l'offre et de la demande», ont commenté les analystes de Inenco. Les données de la fédération privée de l'API donnent un aperçu de la situation du marché avant la publication plus officielle du département américain de l'Energie (DoE).

Salem K./Agences

Constantine

10 000 foyers sensibilisés aux risques liés au monoxyde de carbone

■ 10 000 foyers ont été sensibilisés dans la wilaya de Constantine aux risques liés au monoxyde de carbone, au titre d'une campagne lancée en septembre 2016 par la Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Est (SDE), a-t-on appris auprès de la responsable de la communication.

Par Lydia O.

Visant à informer la population sur les risques liés à des installations défectueuses et au manque d'entretien de leurs équipements (chauffage, chauffe baign, l'opération de porte à porte initiée par cette entreprise a également ciblé 1 500 élèves de différents établissements scolaires ainsi que des stagiaires des centres de formation professionnelle, a affirmé Ouahiba Takhrist. Au cours de cette opération qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois d'avril, 150 mises en

demeure ont été établies, dont 100 au centre-ville de Constantine, justifiées, selon cette même responsable, par la défaillance du bloc de sécurité du chauffage, l'absence d'aération, obstruction des gaines d'évacuation des gaz brûlés ainsi que la non-conformité de l'installation. A l'issue de cette campagne de sensibilisation, les lauréats du concours de dessin lancé à travers les établissements seront récompensés, a-t-on indiqué, ainsi que les femmes au foyer lauréates du concours de la meilleure installation intérieure de gaz, a-t-elle indiqué. La



Société de distribution d'électricité et de gaz de Constantine a, par ailleurs, ciblé 6 000 foyers dans le cadre de la campagne de sensibilisation visant à lutter contre le gaspillage de l'électricité, lancée à travers le territoire de la wilaya au mois de juin 2016, sous le slogan «Mieux vous consommez, moins vous payez», a précisé M^{me} Takhrist. Cette opé-

ration, qui s'étendra jusqu'à la fin de l'année en cours, a eu «un écho favorable» auprès des citoyens, selon cette responsable, et ce, grâce aux conseils prodigués aux ménages en matière de rationalisation de l'électricité dans l'utilisation des appareils électroménagers. Outre cela, les services concernés ont procédé à la mise en

place de bureaux de conseils et d'orientation au niveau des sept agences commerciales de la Société de distribution de l'électricité et de gaz, ouverts 24 h/24, où un représentant, a-t-elle indiqué, donne des conseils aux abonnés concernant la consommation de l'énergie électrique. Affirmant que des leçons de sensibilisation ont été dispensées au niveau des établissements scolaires, cette même source a ajouté que des consignes sont également données aux femmes au foyer dans le cadre d'une opération porte à porte et de distribution de prospectus explicatifs.

L. O.

Mila

Vers l'approvisionnement de 11 communes du barrage de Teblout

Un bureau d'études étranger a exposé au siège de la wilaya de Mila les principaux axes de son étude technique portant sur l'approvisionnement en eau potable de 11 communes situées dans la partie septentrionale de cette wilaya, à partir du barrage de Teblout (Jijel). Intervenant au cours d'une réunion du conseil de wilaya, présidé par le chef de l'exécutif local, Mohamed Djamel Khanfar, en présence du directeur général de l'Algérienne des eaux (ADE), Hocine Zair, le représentant du bureau d'études portugais «Coba» a expliqué que ce projet porte sur l'acheminement de 145 000 m³/jour vers les communes situées au nord de la wilaya de Mila (en plus d'un volume similaire vers d'autres communes de la wilaya de Jijel) pour un coût total de 26 milliards DA. Le directeur de l'ADE a, pour sa part, fait savoir que cette

étude technique du projet d'approvisionnement en eau de ces régions montagneuses «sera finalisée en juin prochain», ce qui permettra de présenter le dossier de ce projet au gouvernement en vue de son financement, rappelant que la capacité de stockage du barrage de Teblout est estimée à 294 millions m³. Les communes concernées par ce projet de raccordement sont Bouhatem, Deraji Boussaleh, Ain Beida Hariche, Tassadane Haddada, Minar, Zarza, Elayadi Berbes, Tessala Lemtai, Terai Bainen, Chigara, Hamala, a-t-on dévoilé. A cette occasion, le wali a abordé la faisabilité de l'intégration à ce projet de communes situées sur les berges du barrage Béni Haroun, citant les deux communes Chigara et Hamala. A ce titre, il a été proposé la réalisation d'une station de traitement des eaux du

barrage de Béni Haroun dans l'optique d'alimenter les localités de Hamala, Chigara, Grarem Gouga, Sidi Merouane, et permettre d'alléger la pression sur la station de traitement de Ain El Tin qui alimente actuellement 10 communes de la wilaya de Mila. Par ailleurs, un rapport des ressources en eau a permis d'aborder une seconde étude portant sur l'alimentation de 7 communes situées au sud de la wilaya de Mila à partir du barrage de Béni Haroun. Les chiffres avancés par la direction des ressources en eau révèlent que le coût des programmes actuels d'investissements publics dans ce secteur, dont le taux d'avancement a atteint les 90%, est estimé à 11 milliards DA, répartis sur 51 opérations dans le cadre de la mobilisation des ressources en eau et la requalification des réseaux urbains.

Hatem D./APS

M'sila

Réception partielle du parc d'attractions avant fin 2017

Une partie du projet portant réalisation d'un parc de loisirs et d'attractions au niveau de la commune d'Ouled Mensour dans la wilaya de M'sila «sera réceptionnée avant la fin de l'année en cours», a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Réalisé dans le cadre d'un investissement privé, ce projet a nécessité la mobilisation d'une

enveloppe financière de l'ordre de 1,13 milliard de dinars, a précisé la même source, détaillant que ce parc s'étale sur 18 ha de jardins, d'espaces aquatiques et sera doté d'une cinquantaine d'aires de jeux et d'attractions. Situé à une dizaine de kilomètres de la capitale du Hodna, ce parc offrira, outre le côté détente et loisirs, 160 postes d'emploi, a-t-

on noté, rappelant que l'étude de ce projet a été confiée à un groupe espagnol spécialisé dans la conception et la réalisation de parcs d'attractions à travers le monde. Un hôtel cinq étoiles, des piscines, des aires de jeux et des cafétérias avec toutes les commodités seront réalisés pendant la deuxième phase de ce projet, ont indiqué

les services de la wilaya. Le programme du secteur du tourisme dans la capitale du Hodna s'articule également autour de la réalisation de quatre infrastructures hôtelières d'une capacité globale de 282 lits, dont deux au chef-lieu de wilaya, un dans la commune de Metarfa et un autre à Boussaâda a-t-on expliqué.

Assia B./Agences

Naâma

Convention de formation dans le domaine de montage industriel

Des sessions de formation dans plusieurs domaines de montage industriel seront lancées prochainement à Naâma, en application d'une convention signée par la direction de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels et la société euro-africaine des réalisations industrielles activant dans la région, a-t-on appris des services de la wilaya. Dans ce cadre, 90 jeunes chômeurs inscrits auprès de l'agence de

l'emploi Anem dans la commune de Mecheria bénéficieront d'une formation intensive de deux mois permettant leur intégration directement comme travailleurs aux chantiers du projet de réalisation de la station de production d'énergie électrique de 1 663 megawatts à Touifza (nord-ouest de la wilaya), selon un communiqué du cabinet du wali de Naâma. Des formateurs algériens et étrangers de la section fret et montage

mécanique relevant de la société euro-africaine des réalisations industrielles chargée, avec d'autres sociétés industrielles, de la réalisation du projet de la station précitée, a-t-on indiqué. Il est attendu d'autres sessions de formation avec le groupe sud-coréen «Samsung», la société tunisienne «Siri», la société «Général Electric», a-t-on ajouté.

APS

Relizane Attribution de 448 logements sociaux à Yellel et Oued Rhiou

PAS MOINS de 448 logements sociaux ont été attribués dans les communes de Yellel et Oued Rhiou (Relizane). Le wali de Relizane, Hadjri Derfouf, a présidé, en compagnie des autorités locales, la cérémonie de remise symbolique des clés aux bénéficiaires de ces logements qui ont exprimé leur joie d'obtenir des logements nouveaux après une longue attente. L'opération a porté sur la remise de clés de 394 logements à Yellel, dont 100 destinés aux familles résidant au vieux bâti des quartiers «Abdellah Mahieddine», «La gare», «Bermadia» et «Adda Benamar». A Oued Rhiou, 54 logements ont été distribués à hai «El Wi'am», dont 38 remis aux familles établies dans des habitations précaires à hai «frères Chadouli». Dans une déclaration à la presse en marge de cette opération, le wali a annoncé que des opérations similaires auront lieu dans les prochains jours dans les communes de Ammi Moussa, Mendès, El Kalaa et Sidi Saada. Ainsi, pas moins de 4 200 logements seront attribués avant la fin de l'année en cours de différents programmes dans la wilaya dont 1 500 AADL et 1 000 logements sociaux participatifs.

R. R.

Tunisie

Près des 3/4 des titulaires de doctorat sont au chômage

■ La coordination des doctorants et docteurs de l'Université El Manar a indiqué, lors d'un débat tenu lundi à la Faculté des Sciences d'El Manar sur la réforme de la recherche scientifique, que 69% des titulaires de doctorat, dont le nombre s'élève à 3 292 docteurs, sont au chômage.

Par Halim T.

Le nombre des doctorants s'élève quant à lui à 11 171 étudiants, a fait savoir la représentante de la coordination, Wided Galmami, ajoutant que le nombre des titulaires de doctorat a atteint 4 775 personnes. Ce nombre, a-t-elle dit, est susceptible d'augmenter faute de perspectives d'emploi, rappelant, à cet égard, les mouvements de protestations observés récemment dans plusieurs universités tunisiennes, à l'instar des universités de Bizerte, Monastir et Gabes. Elle a, dans ce contexte, cité la marche de protestation qui a été organisée le 13 mars dernier en direction de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) afin de revendiquer l'application de la loi relative aux chercheurs et l'amélioration de la situation des doctorants. Galmami a, par ailleurs, appelé à la nécessité d'impliquer les docteurs dans la réforme du systè-

me de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique engagée par le ministère, et ce, a-t-elle dit, dans l'objectif de mettre en place une réforme qui soit en phase avec la réalité de l'Université tunisienne et les exigences du marché de l'emploi. Lors de ce débat, les représentants des doctorants et titulaires de doctorat ont été unanimes à souligner que le doctorat est devenu aujourd'hui une «malédiction» en Tunisie, en raison de plusieurs obstacles liés notamment à une mauvaise gouvernance et à l'absence d'une réelle volonté politique pour résoudre le problème de chômage. Selon eux, cette «dure réalité» a entraîné la dégradation de la recherche scientifique et l'enseignement universitaire, le manque de rayonnement international de l'université tunisienne et l'augmentation du taux de chômage chez les titulaires de doctorat, outre la fuite des cerveaux. En réaction aux interventions de ces chercheurs et doc-



teurs, le Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, Khalil Amiri, a souligné que son département a mobilisé 5 millions de dinars afin de prendre en charge 80% du salaire des docteurs et doctorants qui intègrent un établissement public ou privé, pour une période d'une année renouvelable. Il a, par ailleurs, estimé que le financement national de la recherche scientifique reste «insuffisant», soulignant que son département s'emploie actuellement à déve-

opper la gouvernance, à améliorer la situation du chercheur et à faciliter les procédures bureaucratiques.

Le ministre espagnol des Affaires étrangères à Tunis

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, Alfonso Dastis, effectuera une visite officielle en Tunisie pour booster la coopération bilatérale entre les deux pays. A l'invitation de son homologue Khémaies Jhinaoui, cette visite vise à donner un nouvel élan à la coopération bilatérale dans tous les domaines, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères, rapporté par l'agence TAP. Cette visite intervient aussi dans un contexte marqué par un approfondissement significatif du dialogue et de la concertation politiques entre les deux pays ainsi qu'en prévision de la réunion de haut niveau, prévue en décembre 2017, sous la présidence des deux Chefs de gouvernement, précise le communiqué. Plusieurs dossiers d'intérêt commun seront évoqués, au cours de cette visite du chef de la diplomatie espagnole, dont l'initiative de Béji Caïd Essebsi sur la crise libyenne, la lutte antiterroriste et la situation en Syrie, au Yémen et au Moyen-Orient, indique-t-on de même communi-

qué. Des accords bilatéraux portant sur plusieurs domaines seront signés entre les deux pays. Durant sa visite, le ministre espagnol des Affaires étrangères devra rencontrer de hauts responsables tunisiens.

H. O./T.N.

La ministre suédoise des AE

«Le peuple sahraoui doit exercer son droit à l'autodétermination»

La ministre suédoise des Affaires étrangères, Margot Wallström, a réaffirmé la position inébranlable de son pays vis-à-vis de la question du Sahara occidental, estimant qu'après 40 ans d'occupation, «le peuple sahraoui doit exercer son droit à l'autodétermination». Lors du 39^e congrès du parti social-démocrate suédois, M^{me} Wallström a mis en avant le soutien de son pays aux efforts du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et de son Envoyé spécial pour promouvoir le processus des pourparlers afin de trouver une solution juste dans le cadre de l'ONU. Par ailleurs, la question sahraouie était au centre des débats consacrés à la politique extérieure du congrès du parti social-démocrate dont les travaux dureront jusqu'au 12 avril, indique l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Les intervenants ont souligné, lors des travaux, «l'engagement politique, moral et humain de la Suède envers le peuple sahraoui», rappelant que le Sahara occidental demeurerait la dernière colonie en Afrique et que le gouvernement Suédois devait prendre des mesures «audacieuses» pour appliquer la décision du parti social-démocrate, prise lors de son congrès de 2009, confirmée en 2013 et consacrée par le Parlement suédois en 2012, parallèlement à la promulgation de la décision de la Cour de justice européenne (Cjue) qui a ouvert de nouvelles perspectives à la question sahraouie notamment sur le plan européen. Les travaux du congrès se déroulent en présence d'une délégation du Front Polisario représentée par le membre du Secrétariat général, le ministre sahraoui délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati, la secrétaire générale de l'Union

nationale des femmes sahraouies (Unfs), Fatima El Mahdi et le représentant du Polisario en Suède, Aline Habib El Kantaoui. En marge des travaux du congrès, plusieurs rencontres ont eu lieu entre la délégation sahraouie et plusieurs responsables du gouvernement suédois et du parti social-démocrate dont celle avec la ministre des Affaires étrangères, une occasion pour condamner l'attentat contre la Suède et échanger les points de vue sur les développements de la cause sahraouie.

Souad F./APS

Libye

Un conseiller de Trump dessine un plan de partition en trois pays

D'après le journal britannique *The Guardian*, l'assistant adjoint du président des États-Unis aurait présenté à un diplomate européen un plan de partition de la Libye en trois parties : une dans l'est, une autre dans l'ouest et la dernière dans le sud. Le plan en question a été dessiné par Sebastian Gorka sur une simple serviette en papier, a rapporté *The Guardian*. Le responsable européen aurait criti-

qué ce plan en le qualifiant de «la pire des solutions» pour la Libye. Selon le journal britannique, M. Gorka est à la lutte pour décrocher le poste d'émissaire spécial de Trump pour la Libye à la Maison-Blanche. Néanmoins, l'administration du président américain n'a pas encore pris de décision concernant la mise en place d'un tel poste. Depuis la chute du colonel Kaddafi, la Libye est marquée par l'absence

de tout pouvoir central. En 2016, après l'intervention de la communauté internationale, un nouveau gouvernement a été formé avec Fayez el-Sarrai à sa tête. Ce dernier s'était installé à Tripoli. Mais un autre gouvernement, qui agit indépendamment de celui de Tripoli, a été mis en place dans l'est du pays. Il collabore avec l'Armée nationale libyenne dirigée par Khalifa Haftar. Agences

Mauritanie L'annonce d'un référendum constitutionnel fait toujours débat

EN MAURITANIE, l'annonce d'un référendum constitutionnel – dont la date n'a pas encore été fixée – continue de faire débat. Plusieurs juristes ont déjà fait savoir que le président Ould Abdel Aziz violerait la loi fondamentale s'il persistait dans sa démarche. Et désormais ce sont les sénateurs, qui ont voté contre le projet de réforme constitutionnelle, qui marquent leur désaccord avec le référendum. Pour rappel, la réforme constitutionnelle prévoit notamment la suppression du Sénat et le changement de drapeau. Les sénateurs ont rejeté le projet, mais le chef de l'Etat a refusé d'y renoncer et demande maintenant au peuple de trancher en se référant à l'article 38 de la Constitution, qui lui donne le droit d'organiser un référendum, mais qui selon ses détracteurs ne permet pas d'être invoqué pour modifier la Constitution. Pour les sénateurs frondeurs, les réformes proposées ne sont «ni le fruit du consensus, ni pertinentes», elles doivent donc être abandonnées. C'est ce qu'explique Cheikh Ould Sidi Ould Hanena, sénateur de l'UPR, le parti présidentiel, et président de la Commission de suivi du projet de réforme constitutionnelle au Sénat. Il espère encore que le référendum n'aura pas lieu.

R. M.



Suède

Le suspect de l'attentat reconnaît un acte terroriste

■ Le principal suspect de l'attentat au camion bélier qui a fait quatre morts à Stockholm, un Ouzbek aux «sympathies» jihadistes, a reconnu, hier, par la voix de son avocat, avoir commis «un acte terroriste».

Par Rosa F.

Rakhmat Akilov, un ouvrier en situation illégale de 39 ans, est soupçonné d'avoir percuté vendredi après-midi, au volant d'un camion volé, une vingtaine de piétons sur l'artère commerçante la plus fréquentée de Stockholm, tuant quatre personnes et en blessant quinze autres. Deux Suédoises, un Britannique et une Belge ont péri dans l'attentat, le troisième en Europe en deux semaines après ceux de Londres (cinq morts) et Saint-Petersbourg (13 morts). Huit blessés étaient toujours hospitalisés hier à Stockholm, dont deux dans un état critique.

Interpellé dans l'agglomération quelques heures après la tragédie, Rakhmat Akilov com-

paraissait hier, à l'issue de sa garde à vue, devant un juge chargé de statuer sur son placement en détention provisoire.

Il «reconnait avoir commis un acte terroriste et accepte son placement en détention provisoire», a déclaré Johan Eriksson, son avocat commis d'office, en présence de son client menotté, qui ne s'est pas exprimé, a constaté une journaliste de l'AFP.

L'homme est entré sous escorte dans une salle en sous-sol du tribunal de Stockholm en état de siège, gardé par de nombreux policiers lourdement armés et dont les accès avaient été fermés à la circulation, des mesures de sécurité sans précédent pour la capitale suédoise.

Le visage dissimulé sous une polaire verte, il a été enjoint par la juge Malou Lindblom de se

découvrir, ce qu'il a fait. Les cheveux grisonnants, le visage fermé, il était assisté par un interprète russe.

L'audience s'est ensuite poursuivie à huis clos à la demande du parquet et les journalistes ont été invités à sortir en attendant la décision de la juge. Une heure plus tard, elle a ordonné qu'il soit écroué jusqu'à son renvoi devant un tribunal pour être jugé. Il encourt la prison à vie.

Cet ouvrier en situation illégale avait été débouté en juin 2016 de sa demande de permis de séjour, présentée en 2014. Il était ensuite entré en clandestinité pour éviter son expulsion.

Père de quatre enfants, il vivait seul en Suède, sans sa famille restée en Ouzbékistan, selon des informations de presse. Il travaillait dans des entreprises de BTP.

Les enquêteurs ne laissent quasiment rien filtrer sur les interrogatoires menés avec le mis en cause, son mobile ou ses affiliations idéologiques. Ils ont néanmoins indiqué qu'il affichait «un intérêt pour les groupes extrémistes, dont l'État islamique». Selon les quotidiens *Aftonbladet* et *Expressen*, qui citent des sources proches du dossier, il a affirmé au cours de sa garde à vue avoir agi sur «ordre» direct de l'EI pour venger «le bombardement de la Syrie». L'attentat n'a toujours pas été revendiqué.

Rakhmat Akilov a vainement demandé ce week-end le remplacement de son défenseur par un avocat «musulman sunnite»,



une requête rejetée par la justice «faute de raisons valables», selon des documents judiciaires dont l'AFP a obtenu copie.

Un second suspect, également de nationalité ouzbek selon la presse, est en garde à vue. La police cherche à savoir s'il a apporté un soutien à Rakhmat Akilov.

Après une «manifestation de l'amour» qui avait réuni dimanche jusqu'à 50 000 personnes, la Suède a observé lundi une minute de silence pour les victimes.

Des centaines d'anonymes se sont recueillis aux abords de l'artère piétonne Drottninggatan où une montagne de fleurs recouvre les stigmates du drame, tandis que les officiels rendaient un

hommage solennel à l'Hôtel de ville de Stockholm. «La Suède, la Belgique et le Royaume-Uni sont solidaires dans le deuil», a déclaré le Premier ministre Stefan Löfven, qui a décidé le jour de l'attentat un renforcement des contrôles aux frontières.

La menace terroriste en Suède est au niveau 3, sur une échelle de 5, depuis une attaque suicide à la bombe perpétrée en décembre 2010 dans la même rue de Stockholm par un homme qui avait péri sans faire de victimes.

Le ministre de la Justice, Morgan Johansson, a annoncé lundi à l'AFP mettre à l'étude un renforcement de l'arsenal judiciaire antiterroriste.



Points chauds

Responsabilité

Par Fouzia Mahmoudi

La présidentielle française ne serait pas la même sans une polémique liée à la candidate du Front National, et justement depuis quelques jours, les médias et la scène politique sont en effervescence après une déclaration de Marine Le Pen sur la rafle du Vel d'Hiv. En effet, dès lundi l'État d'Israël lui-même s'est invité dans la campagne présidentielle pour condamner les propos de la candidate du parti frontiste sur la rafle du Vel d'Hiv. «Nous condamnons les déclarations faites par Marine Le Pen selon lesquelles la France n'est pas responsable de la déportation des juifs de son territoire pendant la Shoah», a déclaré une porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Michal Maayan. «Cette déclaration est contraire à la vérité historique telle qu'elle a été exprimée par les déclarations des présidents de France, qui ont reconnu la responsabilité de l'État pour le sort des juifs français qui ont péri dans la Shoah», a-t-elle ajouté dans un communiqué. Plus de 13 000 juifs avaient été arrêtés puis déportés au cours de la rafle du Vel d'Hiv à Paris en 1942. «Je pense que la France n'est pas responsable du Vel d'Hiv», a déclaré dimanche Marine Le Pen, interrogée sur cette rafle et la décision du président Jacques Chirac de reconnaître en juillet 1995 la responsabilité de la France. «Je pense que, de manière générale, plus généralement d'ailleurs, s'il y a des responsables, c'est ceux qui étaient au pouvoir à l'époque, ce n'est pas LA France. Ce n'est pas LA France», a-t-elle ajouté. Une déclaration qui a également suscité moult réactions de la part de ses adversaires, qui étaient certainement très contents de pouvoir enfin trouver un axe pour critiquer la candidate favorite à la présidentielle, qui malgré le poids de l'histoire de son parti n'avait pas réussi à offrir d'angles d'attaque autres que ceux ressassés depuis des années sur le racisme et la xénophobie de son mouvement. Macron, qui talonne ainsi depuis des semaines la candidate dans les sondages, a immédiatement affirmé que «c'est une faute grave», et enfonçant le clou : «Certains avaient oublié que Marine Le Pen était la fille de Jean-Marie Le Pen», a déclaré l'ancien ministre de l'Économie, rappelant que le père de la candidate frontiste avait lui-même été inculpé pour des propos antisémites. Pour François Fillon qui a perdu cette semaine sa place de troisième homme dans les sondages à la faveur de Mélenchon, le FN «était extrêmement mal placé pour parler de ces sujets, lui qui compte dans ses rangs beaucoup de nostalgiques du régime de Vichy». «La vérité, c'est que le Vel d'Hiv a été un crime, qui a été commis par l'État français», a ajouté le candidat LR à l'élection présidentielle. Quant au candidat de la France insoumise, ce refus de la repentance est «stupide». «C'est déclencher des polémiques absolument inutiles». Mélenchon explique que «la République française n'est pas coupable mais la France l'est». Reste à savoir si les électeurs français, eux, seront troublés par cette polémique au point de réviser leur décision de vote, ou si au contraire cette énième attaque, aussi justifiée puisse-t-elle être, les convaincra que Marine Le Pen est la cible d'un «système» qui veut l'empêcher de gagner à tout prix. Le premier tour se tiendra dans un peu plus de 10 jours et les électeurs pourront alors exprimer leur opinion sur le sujet et surtout décider si Le Pen a commis une «faute grave» avec cette polémique ou non.

F. M.

Corée du Nord

Pyongyang promet de répondre au déploiement «insensé» de la marine US

La Corée du Nord a dénoncé hier l'envoi «insensé» d'un groupe aéronaval américain vers la péninsule coréenne, en se disant prête à la «guerre», au moment où la tension monte dans la région. Washington a annoncé ce week-end que le porte-avions USS Carl Vinson et son escadre faisaient route vers la péninsule coréenne, alors qu'ils devaient initialement aller faire escale en Australie. Annoncée dans la foulée de la frappe punitive américaine en Syrie, cette décision a été largement interprétée comme une démonstration de force de l'administration Trump, qui s'est aussi dite prête à se charger «seule» du problème des programmes nucléaire et balistique nord-coréens, si Pékin ne faisait pas rentrer dans le rang son turbulent voisin. «Le déploiement insensé américain pour envahir la RPDC a atteint une phase préoccupante», a réagi un porte-parole du ministère nord-coréen des Affaires étrangères cité par l'agence officielle KCNA en référence au nom officiel du régime (République populaire démocra-

tique de Corée). «La République populaire démocratique de Corée est prête à réagir, quel que soit le type de guerre voulu par les États-Unis», a-t-il ajouté. Le président américain Donald Trump, qui a surpris la semaine dernière par la rapidité de sa riposte militaire en Syrie, a demandé à ses conseillers «un éventail complet d'options» contre le programme nucléaire de Pyongyang, a annoncé dimanche le conseiller à la sécurité nationale du président américain, le général en exercice H.R. McMaster. Certains experts avaient vu dans la frappe américaine en Syrie un message adressé à Pékin et Pyongyang pour indiquer que la politique de la nouvelle administration consistait à joindre les actes à la parole. Mais la réponse nord-coréenne hier suggère que le régime de Kim Jong-Un n'entend pas changer d'attitude : «Nous prendrons les mesures de contre-attaque les plus fermes contre les provocateurs, afin de nous défendre par la voie des armes», a ainsi précisé le porte-parole du chef de la diplomatie de Pyongyang, tous jours cité par KCNA. «Nous tien-

drons les États-Unis totalement responsables des conséquences catastrophiques provoquées par ses actions scandaleuses». Samedi, la Corée du Nord avait cherché à montrer qu'elle ne se laisserait pas intimider par les États-Unis, en affirmant que la frappe américaine en Syrie prouvait «plus d'un million de fois» la justesse de son programme nucléaire. Pyongyang justifie notamment par la menace américaine ses programmes nucléaire et balistique, qui sont interdits par plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

La Corée du Nord, qui veut mettre le territoire continental américain à portée de ses ogives nucléaires, a considérablement accéléré ces recherches, réalisant notamment depuis le début 2016 ses quatrième et cinquième essais nucléaires. De nombreux observateurs redoutent que la Corée du Nord ne prépare un sixième essai nucléaire qui pourrait coïncider avec les célébrations imminentes du 105^e anniversaire de la naissance du fondateur du régime, Kim Il-Sung.



Cinéma

L'acteur algérien Cherif Azrou primé à Oujda

■ L'acteur algérien Cherif Azrou a reçu, dimanche à Oujda, le Prix de la meilleure interprétation masculine du 6^e Festival maghrébin du film d'Oujda, pour son rôle dans «L'étoile d'Alger» de Rachid Benhadj, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Par Adéla S.

Adaptation libre du roman éponyme de l'écrivain algérien Aziz Chouaki, «L'étoile d'Alger» explore les années de violence terroriste et la montée de l'extrémisme religieux dans les années 1990 et déroule, en 102 mn, l'histoire d'un chanteur d'un quartier populaire d'Alger qui rêve de devenir une star

Le film a déjà été primé, récemment au 32^e Festival d'Alexandrie du cinéma méditerranéen et au 12^e Festival international du film pour l'enfance et la jeunesse (Fifej) de Sousse (Tunisie). Dans la catégorie long métrage, le Grand prix de ce festival a été attribué au réalisateur marocain Hakim Belabbès pour «Pluie de sueur», une œuvre qui a également reçu le Prix de la meilleure interprétation féminine attribué à l'actrice Fatima Zahra Bennacer. Dans la catégorie court métrage, l'actrice franco-libanaise Soraya Baghdadia a reçu le Prix du meilleur rôle féminin pour son rôle dans le film «Le voyage de Keltoum», du réalisateur algérien Anis Djaâd.

Sorti en 2016, «Le voyage de Keltoum» est la troisième œuvre du réalisateur Anis Djaâd après la sortie en 2014 de «Passage à niveau», doublement primé au Maroc, et de «Le hublot» égale-

ment primé aux Journées cinématographiques d'Alger en 2012. Dans cette catégorie, le court métrage «Cœur sacré» des frères marocains Hicham et Samir Harak, a remporté le Grand prix ainsi que le Prix du meilleur scénario. Six longs métrages et douze courts métrages étaient en compétition à ce festival organisé par l'Association «Ciné Maghreb».

Le long métrage «Timgad» distingué au 12^e Fifog

Le long métrage «Timgad» de Fabrice Benchaouche, une comédie sur le retour au pays d'origine et ses aléas, a reçu le Prix de la mention spéciale au 12^e Festival international du film oriental de Genève (Fifog), qui a pris fin dimanche, ont annoncé les organisateurs. En compétition dans la catégorie «Long métrage» avec 35 autres films, «Timgad» a été récompensé pour «le jeu des acteurs et l'originalité du scénario», écrit le jury sur le site officiel du festival. Servi par une pléiade de comédiens algériens et marocains aux personnages extravagants et grotesques dont, Sid Ahmed



Agoumi, Fatouma Bouamari, Lamri Kaouane et Samir El Hakim, le long métrage, co-écrit par l'écrivain Aziz Chouaki et Fabrice Benchaouche, raconte en 90 minutes le retour de Djamel, archéologue, sur la terre de ses ancêtres pour y effectuer des fouilles et sa rencontre avec la population locale préoccupée par le devenir de son équipe de football, baptisée «Juventus de Timgad», en plein déclin et à la recherche d'un entraîneur pour l'aider à se qualifier à un tournoi international. Le long métrage «Timgad» a été coproduit par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), et

les maisons de productions «BL.Films» et «Alia films». Par ailleurs, les longs métrages, «Bravo virtuose» (France-Belgique-Arménie) de Lévon Minasian et «Malaria» (Iran) de Parviz Shahbazi, se sont partagés le Fifog d'or, plus haute distinction du festival, alors que «Wedding Dance» (Turquie) de Cigdem Sezgin a été primé du Fifog d'argent. Le Fifog d'or de la critique a été attribué au film «Kabullywood» (Afghanistan-France) de Lounis Meunier, catégorie dans laquelle ont figuré «Chroniques de mon village», une fiction de Karim Traïdia et le film d'animation «Tales of Africa»

(2015) de Djilali Beskri. Le Fifog d'or du court métrage, également convoité par le film «Echappée» (2015) coréalisé par l'Algérien Hamid Saidji et le Britannique Jonathan Mason, est revenu au film «Le fils» (Turquie) de Aytac Uzun, alors que «Ennemis intérieurs» (France) de Selim Azzazi s'est adjugé le Fifog d'argent. Fondé en 2006, le Festival international du film oriental de Genève se veut une vitrine du cinéma de l'Orient à travers des projections, des débats et autres rencontres entre professionnels du 7^e art.

A. S./APS

Box-office nord-américain

«Baby boss» toujours en tête

Le bébé en costume-cravate de «Baby Boss», film d'animation du studio DreamWorks, a conservé la tête du box-office nord-américain, devançant «La Belle et la Bête» de Disney, selon les chiffres définitifs de la société spécialisée Exhibitor Relations lundi.

L'ange blond aux yeux verts, doublé par l'acteur Alec Baldwin, est en mission pour comprendre pourquoi les chiots ont tant de

succès auprès des gens.

Une enquête qui lui a permis d'amasser 26,4 millions de dollars pour sa deuxième semaine en salles (89,4 millions au total).

«La Belle et la Bête», remake de Disney avec Emma Watson, a conservé sa deuxième place avec 23,7 millions de dollars de recettes (430,9 millions en quatre semaines).

Il devance «Les Schtroumpfs et le village perdu», troisième

pour sa sortie. La quête de la Schtroumpfette, de Schtroumpf costaud, de Schtroumpf à lunettes et de Schtroumpf maladroit vers un village perdu est semée d'embûches, et la présence du méchant Gargamel s'avère toutefois décevante avec 13,2 millions de dollars.

Autre nouveauté, les papys de «Braquage à l'ancienne» se placent quatrièmes, rapportant 11,9 millions de dollars pour son

premier week-end. En cinquième position arrive «Ghost in the Shell», l'adaptation du film d'animation japonais du même nom, sorti en 1995, avec de véritables acteurs.

Ce long métrage américain a réalisé 7,3 millions de dollars de recettes pour son deuxième week-end sur les écrans nord-américains (31,6 millions au total).

Voici le reste du classement
«Power Rangers» (6,2 millions de dollars) a été classé 6^e, «Kong : Skull Island» (5,6 millions de dollars) 7^e, «Get Out» (4,1 millions de dollars) 8^e, «Logan» (4,02 millions de dollars) 9^e et enfin, «The Case for Christ» (3,9 millions de dollars) s'est rangé à la dixième place.

R. C.

Ouargla

Un milliard DA pour les projets du secteur de la culture

Un financement public de l'ordre d'un milliard DA a été réservé, au cours des trois dernières années, pour l'exécution de divers projets relevant du secteur de la culture dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris lundi auprès des responsables locaux du secteur.

Il s'agit de 14 opérations retenues en faveur de la wilaya, dont trois relatives à la réalisation de plans et d'études techniques liées à la réhabilitation des biens culturels sauvegardés et 11 autres pour consolider les structures culturelles, notamment par de nouvelles bibliothèques de lecture publique, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Mokhtar Guermida.

Dans le même sillage, une enveloppe de 45 millions DA a été consacrée à la remise en état et à l'extension du musée saharien, fondé en 1938 au chef-lieu de wilaya, en plus du

suivi de l'étude relative à l'intervention d'urgence pour la restauration de la mosquée des Béni-Djellab (1733) à Touggourt (160 km au nord de Ouargla), a-t-il ajouté.

Ces opérations, qui ont été déjà réceptionnées, ont permis de protéger et de préserver deux importants sites historiques dans les régions d'Oued-Mya (Grand Ouargla) Oued-Righ (Grand Touggourt), classés au patrimoine national.

Les autres projets portent sur la réalisation d'une grande bibliothèque publique à Ouargla (avec acquisition d'ouvrages), ainsi que deux bibliothèques urbaines au niveau des communes d'El-Hedjira et Taïbet et cinq autres de type rural dans les communes de Zaouia El-Abidia, Témacine, Mégarine, N'goussa et Rouissat, a précisé le même responsable.

Les huit nouvelles structures en question, dont les travaux de construction ont été achevés, sont appelées à jouer un rôle important en matière de promotion et d'ancrage d'habitudes de lecture publique chez les habitants de ces collectivités, surtout dans les zones enclavées, a-t-il souligné.

Pour un financement global de 303 millions DA, les travaux sont en cours de réalisation d'une bibliothèque urbaine supérieure à Touggourt et une autre urbaine à El-Alia, a relevé M. Guermida

Ces projets s'ajoutent à la réalisation d'un nouveau siège de la direction locale de la Culture qui a contribué à l'amélioration des conditions de travail de son personnel.

Racim C.

Rendez-vous culturels

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (4 bis, rue Yahia-Mazouini (El-Biar, Alger)

Du 8 au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maamar. Vernissage le samedi 8 avril à 14h.

Galerie d'art Sirius (Bd Krim-Belkacem, Témlemly, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Institut Cervantès d'Alger

Jusqu'au 13 avril :

Exposition de photographies «Püchhipüü», en hommage à la communauté indigène des Wayuus.



Coup-franc direct

Ghrib n'a pas changé

Par Mahfoud M.

Le président du MC Alger, Omar Ghrib, ne semble pas sur le point de changer d'attitude à l'égard des instances qui gèrent le football national, malgré sa promesse de vouloir reprendre à zéro. Après avoir bénéficié d'une seconde chance avec la grâce dont il a bénéficié suite au scandale dit des médailles de la Coupe d'Algérie il y a maintenant cinq ans, on pensait qu'il allait retenir la leçon et devenir plus sobre et plus calme. Mais ce n'est pas le cas puisqu'il remet encore ça. Cette fois-ci, il veut tenir tête à la commission d'organisation de la Coupe en refusant d'évoluer en demi-finale de la Coupe d'Algérie au stade du 5-Juillet alors que l'équipe a de tout temps évolué sur ce grand stade. Il veut faire encore dans le populisme en faisant plaisir à ses supporters qui souhaitent accueillir l'ESS dans un petit stade car ils craignent de perdre encore une fois face à ce même adversaire en championnat dans l'antre olympique. Comment expliquer cette volte-face de sa part alors qu'il souhaitait à chaque fois jouer au stade du 5-Juillet et avait même déclaré que c'est le stade qui sied le plus à son équipe car il peut contenir la grande galerie du Mouloudia. Qu'est-ce qui a changé depuis ? Ghrib sait qu'en agissant de la sorte il donnera l'impression d'un dirigeant proche du public, alors qu'en réalité il sera contraint d'accepter la décision des hautes instances.

M. M.

Volley-ball/Championnat d'Afrique des clubs champions ASW Béjaïa défait University du Zimbabwe

LE CLUB algérien de volley-ball féminin, l'ASW Béjaïa, s'est imposé devant son homologue zimbabwéen University sur le score de 3 sets à 0 (25-15, 25-18, 25-11), en match comptant pour la 4^e journée du championnat d'Afrique des clubs champions (Groupe B), disputé lundi soir à Monastir (Tunisie).

Malgré cette première victoire, les Bougiotes sont éliminées de la compétition après avoir concédé deux défaites respectivement face aux Tunisiennes de l'AS Marsa (3-0) et les Kenyanes de Prisons (3-0).

Victoire du GSP face à Army du Rwanda

Les volleyeuses algériennes du GS Pétroliers se sont imposées contre leurs homologues rwandaises d'Army sur le score de 3 sets à 0 (25-20, 25-12, 25-20), en match comptant pour la 4^e journée du championnat d'Afrique féminin des clubs

champions (Groupe C), disputé lundi aussi à Monastir (Tunisie).

C'est la deuxième victoire des Pétroliers dans la compétition, après celle obtenue devant les Camerounaises de Bafia (25-12, 25-14, 25-17), contre une défaite face aux Kenyanes de Pipeline (24-26, 23-25, 16-25). Avec un bilan de deux victoires et une défaite, les volleyeuses du GSP sont assurées de la qualification aux quarts de finale prévus à partir de jeudi. De son côté, le deuxième représentant algérien dans cette compétition à savoir l'ASW Béjaïa avec un bilan d'une victoire et deux défaites, est déjà éliminé de la course aux quarts de finale. La 27^e édition du championnat d'Afrique féminin des clubs champions regroupe 17 clubs repartis en 4 poules. Les deux premiers de chaque groupe à l'issue de la phase de poule seront qualifiés aux quarts de finale.

Tournoi ITF «juniors» de tennis

Boukholda admise dans un 2^e tournoi en avril en Tunisie

LA JOUEUSE de tennis algérienne, Houria Boukholda, actuellement engagée dans un tournoi international «juniors» en Tunisie, a été admise dans le tableau des qualifications d'une autre compétition, prévue dans ce même pays, du 18 au 22 avril, selon le programme publié lundi par les organisateurs. Une compétition de grade 3, qui s'annonce donc d'un niveau plus élevé que le tournoi auquel elle prend part à Sousse, et qui n'est que de grade 5. Pour son premier match dans le tableau des qualifications à Sousse, Boukholda (tête de série n° 8) sera opposée à la Française Marine Seuris.

Les compatriotes de Boukholda, Mohamed Forkane Lebdi et Mohamed Ali Abibsi, se sont également portés candidats

pour participer au prochain tournoi, prévu du 18 au 22 avril, mais leurs chances d'y être admis semblent minimes, car figurant assez bas dans la liste d'attente.

Lebdi et Abibsi pointent en effet aux 23^e et 24^e places dans cette liste, derrière 21 Tunisiens (de 1 à 21) et le Mauricien Jason Noël Espitalier (22). Il est donc peu probable que les organisateurs descendent jusque-là pour compléter le tableau des qualifications, en cas de défection de dernières minutes.

Lebdi était d'ailleurs sur la liste d'attente de tournoi de Sousse et il n'a finalement pas été retenu, tout comme son compatriote Samir Hamza Reguig, alors qu'ils figuraient aux 11^e et 12^e places seulement.

Equipe nationale Le nouveau coach bientôt dévoilé

■ Il semble que le nouveau sélectionneur national qui prendra la succession du Belge Leekens sera connu aujourd'hui, selon des indiscretions parvenant de la FAF.

Par Mahfoud M.

En effet, le président, Kheireddine Zetchi, semble décidé à en finir avec ce dossier et donc ficeler cette question du coach national pour se consacrer ensuite à d'autres questions relatives au développement du football national. Pour lui, il n'est pas question de traîner encore plus d'autant que des échéances se profilent à l'horizon et qu'il faudra préparer très sérieusement. Il ne faut pas attendre plus, surtout que le nouveau coach devrait aussi avoir un temps d'adaptation pour connaître mieux le groupe et être au fait de tout ce qui a trait au football national et connaître les joueurs qui forment la sélection. Le président Zetchi souhaite régler cela le plus vite possible. Parmi les techniciens qui sont proches de la sélection, on voit que la piste espagnole est la plus plausible avec Juan Carlos Garrido et Juande Ramos qui sont bien placés pour prendre en main les Verts, même si rien n'a filtré encore pour la décision finale quant au coach qui sera intronisé. Après cela, Zetchi tentera de



Garrido est proche d'un accord

trouver des matchs amicaux pour la sélection et à ce propos on croit savoir que le premier match test devrait voir les Verts donner la réplique à la Guinée, ce qui est une bonne chose pour l'EN étant donné qu'il s'agit d'un sparring-partner respectable. L'essentiel est désormais de bien exploiter les dates-FIFA

pour se préparer comme il se doit aux prochains rendez-vous, ne pas commettre les erreurs du passé qui ont été fatales pour les Verts qui se sont présentés à la dernière CAN avec une préparation très faible, d'où leur élimination dès le premier tour.

M. M.

France

Boudebouz joueur africain de L1 ?

Le milieu ivoirien Jean Michaël Seri (Nice) et le milieu algérien Ryad Boudebouz (Montpellier), deux des meilleurs passeurs du championnat de France, figurent parmi les finalistes du prix Marc-Vivien Foé du meilleur joueur africain de Ligue 1, selon la liste dévoilée par RFI et France 24.

Le prix sera décerné le 15 mai à l'issue du vote d'une centaine de journalistes spécialistes du football français et africain.

Avec Nice, 3^e de L1, Seri a délivré 9 passes décisives cette saison contre 8 pour Boudebouz. Parmi les autres candidats pour ce prix, on peut

citer également l'attaquant béninois Steve Mounié, auteur de 13 buts avec Montpellier ou le Camerounais de Lorient Benjamin Moukandjo, qui a déjà marqué à douze reprises.

Le défenseur ivoirien Serge Aurier (PSG), le milieu marocain Younès Belhanda (Nice), l'attaquant sénégalais Famara Diedhiou (Angers), l'attaquant camerounais Karl Toko Ekambi (Angers), l'attaquant guinéen François Kamano (Bordeaux), le milieu sénégalais d'Angers Cheikh Ndoye, l'attaquant ivoirien de Rennes Giovanni Sio, le Cap-Verdien Julio Tavares (attaquant de Dijon) et le défenseur

burkinabè Steeve Yago (Toulouse) font également partie des 13 finalistes. Younès Belhanda avait d'ailleurs déjà obtenu le trophée en 2012, l'année du titre remporté par Montpellier, son équipe de l'époque. En 2016, c'est le milieu de terrain marocain Sofiane Boufal qui avait été sacré pour ses performances avec Lille.

Depuis 2011, le trophée du meilleur joueur africain de Ligue 1 porte le nom de Marc-Vivien Foé en hommage au joueur camerounais décédé le 26 juin 2003 sur la pelouse du stade Gerland à Lyon, à la suite d'une crise cardiaque.

Championnat arabe des clubs

Le NAHD connaîtra ses adversaires le 2 mai

Le NA Hussein-Dey sera fixé le 2 mai prochain sur ses adversaires au championnat arabe des clubs de football dans sa nouvelle formule, prévu en Egypte du 22 juillet au 5 août, à l'occasion du tirage au sort qui se déroulera au Caire, a annoncé l'Union arabe de football (UAF).

Les 12 clubs devant prendre part à cette compétition seront répartis en trois groupes de quatre. Les premiers ainsi que le meilleur deuxième se qualifient pour les demi-finales. Outre le Nasria, les 11 autres forma-

tions participantes sont : El-Nasr (Arabie saoudite), Al-Ain (Emirats arabes unis), El-Fayçali (Jordanie), Naft Wassat (Irak), Al-Ahd (Liban), Al-Hilal (Arabie saoudite), ES Tunis (Tunisie), Zamalek (Egypte), FUS Rabat (Maroc), Al-Ahly (Egypte), et Al-Merrikh (Soudan).

Le NAHD prend part à ce championnat arabe en sa qualité de finaliste de la Coupe d'Algérie 2015-2016.

L'UAF a désigné trois enceintes pour abriter les matchs de cette compétition : stade du Caire, stade de la

Défense aérienne (Le Caire), et stade international d'Alexandrie (Bordj Al Arab).

Chaque club participant aura droit à 25 000 dollars américains, alors qu'en cas d'élimination au premier tour il empochera 100 000 dollars.

Les demi-finalistes auront droit chacun à 200 000 dollars, le finaliste 600 000 dollars alors que le vainqueur recevra 2 500 000 dollars.

La Coupe arabe des clubs champions s'est arrêtée en 2013 suite au retrait de l'ancien sponsor majeur de la compétition.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Football / Equipe du FLN

Mauouche : «L'architecte, c'était Boumezrag»

L'ANCIEN joueur et entraîneur Mohamed Boumezrag a été présenté comme étant «le grand architecte» de la glorieuse équipe de football du FLN, qui avait porté haut le drapeau algérien pendant la guerre de Libération nationale (1958-1962), ont affirmé, hier à Alger, d'anciens membres encore en vie de cette équipe. «Dans la concrétisation de ce projet, chacun d'entre nous avait apporté une pierre à l'édifice, mais force est de reconnaître que c'est le regretté Mohamed Boumezrag qui était le grand architecte», a affirmé Mohamed Mauouche, un des cadres de l'équipe du FLN, lors d'un forum co-organisé par l'Association Machaâl El Chahid et le journal *El Moudjahid*. «L'idée de créer cette équipe avait germé dans l'esprit de Boumezrag à son retour de Moscou (Russie), où il avait pris part aux jeux de la jeunesse de 1957.

Il m'avait contacté juste après pour m'exposer le projet, et à partir de là on a commencé à se voir régulièrement, chaque mercredi au café du Luxembourg à Paris, pour tout mettre en place», a ajouté Mauouche. Le choix du 13 avril 1958 pour rassembler les dix premiers joueurs qui allaient former le noyau de l'équipe du FLN «n'était pas fortuit», selon Mauouche, car cette date réunissait toutes les conditions nécessaires pour passer à l'acte. «C'était un dimanche et il y avait une journée de championnat, en France.

Boumezrag avait remarqué que non seulement les joueurs algériens allaient être confrontés dans des duels directs, notamment au Stade Louis II, où il y avait cinq joueurs, entre l'AS Monaco, qui recevait Angers, mais pas seulement, puisque ces matchs se déroulaient dans des villes situées à proximité des frontières italiennes et suisses.

Autrement dit, une bonne porte de sortie pour quitter la France», a-t-il indiqué. L'ancien meneur de jeu de l'équipe du FLN, Rachid Makhloufi, a alors pris la parole pour rappeler qu'à ce moment-là la majorité des joueurs algériens effectuaient leur service militaire sous le drapeau français, faisant qu'ils ne pouvaient circuler librement. «On était considérés comme des déserteurs qui allaient être rapidement recherchés. Il fallait donc qu'on sorte rapidement du territoire français», a-t-il insisté. L'ancien N° 10 de l'AS Saint-Etienne n'a pas manqué de rappeler au passage qu'il était potentiellement sélectionnable avec l'Equipe de France, en prévision du Mondial de 1958 en Suède. «Mais lorsque Abdelaziz Bentifour est venu me voir, je n'ai

pas hésité un seul instant à tout plaquer, car devant la cause nationale, il n'y avait qu'un seul choix à faire», a ajouté Makhloufi. «Nous étions les premiers ambassadeurs de la jeune nation algérienne et les premiers représentants du peuple algérien libre», a indiqué l'ancien défenseur de l'équipe du FLN, Hamid Zouba. «Mis à part certains pays voisins, comme l'Espagne et l'Italie, qui savaient que l'Algérie était en guerre contre la France, le reste du monde n'avait aucune idée de ce qui se passait chez nous. Beaucoup d'ailleurs considéraient que l'Algérie n'était qu'un département français.

L'objectif du FLN était de prouver le contraire et c'est à notre équipe qu'incombait cette lourde responsabilité», a expliqué le natif de Bologhine. Zouba a affirmé que de toute sa carrière de joueur, il n'a ressenti la pression ou le besoin d'obligation de résultat que lorsqu'il était membre de l'équipe du FLN. «On devait représenter l'Algérie sur la scène internationale, mais pas n'importe comment. Il ne fallait pas donner l'image de pauvres malheureux, dont le monde aurait pitié. Il fallait, au contraire que notre équipe impressionne et donne une très bonne image, même en dehors du terrain», a-t-il affirmé. Un message reçu 5/5 par les membres de l'équipe du FLN qui pendant leur tournée en Afrique, en Europe et en Asie, ont remporté 45 matchs sur un total de 60, ne concédant que onze nuls et quatre défaites. «Aucune équipe ne nous avait dominé», a affirmé Makhloufi. «Mis à part peut-être la Hongrie qui, à cette époque là, était au sommet de sa gloire. Mais nous étions bons. Nous avions également une très bonne équipe, à la fois physique et très technique.

L'amalgame était parfait», a conclu l'ancien Stéphanois. Les membres de l'équipe du FLN ont continué à servir le football algérien même après l'indépendance.

Ils étaient d'ailleurs présents dans les staffs techniques ou dirigeants de l'équipe nationale lors des rares titres internationaux remportés par celle-ci, notamment, le regretté Abdelhamid Kermali, qui était entraîneur national pendant la Coupe d'Afrique des nations de 1990, remportée par les «Verts» contre le Nigeria au stade du 5-Juillet. L'initiative de cette journée commémorative du 59^e anniversaire de la création de l'équipe du FLN a été prise par l'association «Machaâl El Chahid», en collaboration avec le journal *El Moudjahid*.

Racim S./APS

les chrétiens d'orient ont peur



Louis

Djalou@hotmail.com

Skikda et Béjaïa

Deux canons et six bombes détruits

■ Deux canons de confection artisanale et six bombes ont été détruits lundi à Skikda et Béjaïa par des détachements de l'Armée nationale populaire, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Par Slim O.

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste et lors des opérations de recherche, des détachements de l'Armée nationale populaire ont détruit, le 10 avril 2017 à Skikda et Béjaïa, deux canons de confection artisanale et six bombes», précise-t-on de même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont intercepté à Relizane, deux narco-trafiquants en possession de

46 kilogrammes de kif traité, tandis qu'un autre détachement a saisi 14 000 unités de différentes boissons à Biskra». Par ailleurs, «un détachement de l'ANP a arrêté à In Guezzam et Tamanrasset/6^e RM, huit contrebandiers et saisi un camion, quatre véhicules tout-terrain, 1 750 litres de carburant, quatre détecteurs de métaux, 14 quintaux de mélange de pierres et d'or brut, une paire de jumelles et un téléphone satellitaire, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale et des dardes-frontières ont appréhendé, à Tlemcen et à Adrar, 32

immigrants clandestins de différentes nationalités», conclut le MDN. S. O.

Lutte contre les lieux de débauche Six personnes interpellées à Boudjima

UN LIEU de vente illicite de boissons alcoolisées et de prostitution a été démantelé au cours de la semaine écoulée, près du village Tikobaine dans la commune de Boudjima (20 km à l'est de Tizi Ouzou), a annoncé, hier, la cellule de communication de la Sûreté de wilaya dans un communiqué. La descente policière a été menée par des éléments de la Brigade de recherches et d'intervention (BRI), selon la même source qui a précisé qu'en plus de l'interpellation des personnes mises en cause, trois femmes et trois hommes, il a été procédé à la saisie d'une quantité de boissons alcoolisées. Présentés avant-hier lundi devant le procureur de la République du tribunal territorialement compétent de Tizirt, les mis en cause ont été placés en détention provisoire.

Hamid M.

Tlemcen

Plus de 3 tonnes de kif et un kilo de cocaïne saisis

LES SERVICES des douanes de la wilaya de Tlemcen ont saisi plus de 3 tonnes de kif traité et 801 grammes de cocaïne dans 28 opérations traitées durant le premier trimestre de l'année en cours, selon un bilan publié avant-hier par la cellule de communication de la direction régionale des Douanes de Tlemcen.

Ces opérations se sont soldées par l'arrestation de 39 personnes impliquées dans des affaires de contrebande, de possession et de trafic de drogue, déférées devant la justice, selon le bilan qui fait état de la saisie d'autres produits de contreban-

de dont 375 litres de carburant et 31 moyens de transport dont 3 camions et 3 motocycles utilisés dans le trafic. Les autres saisies, durant la même période, portent sur 113 cartouches de cigarettes, 15 quintaux de feuilles à tabac ainsi que des boissons alcoolisées, des vêtements et des denrées alimentaires d'une valeur de plus de 1,45 million DA. La valeur globale des produits saisis et des moyens de transport est estimée à plus de 217,5 millions DA et l'amende douanière à 1,8 milliard DA, précise la même source.

Nadhir H.